



ACCORD EUROPE - CHINE



INFO

6/01/2021

Green Deal, politique industrielle et intérêt des salariés... la vigilance est plus que jamais de mise face au dernier accord entre l'Europe et la Chine

L'Alliance CFE UNSA Énergies est très réservée sur l'accord global sur les investissements que l'Union européenne vient de signer avec la Chine. Outre la controverse sur un succès diplomatique bien plus chinois qu'européen et sur la réalité des engagements chinois, notamment sur le respect des règles de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), c'est l'ouverture, par cet accord, du secteur énergétique européen à l'industrie chinoise qui pose question sur la réalité de l'autonomie stratégique et de la politique industrielle de l'Europe.



Après sept années d'après négociations, l'Union Européenne (UE) et la Chine ont fini, à quelques heures de la fin de l'année 2020, par signer un accord global sur les investissements, offrant ainsi à Angela Merkel une victoire en forme d'apothéose diplomatique de la présidence allemande de l'Union.

Si certains décideurs européens se félicitent de cet accord au nom de la politique commerciale, d'autres s'interrogent sur la réalité de la réciprocité entre les signataires de cet accord et rappellent, comme l'allemand Manfred Weber, que « *la politique commerciale moderne doit être liée à nos principes, à notre*

programme qui est façonné par nos valeurs ». L'Alliance CFE UNSA Énergies partage avec eux cette extrême prudence face à cet accord.

Subventions étatiques des entreprises chinoises, transfert de technologies imposé aux entreprises occidentales souhaitant pénétrer le marché chinois, non-respect des conventions fondamentales de l'OIT notamment sur le travail forcé et les libertés syndicales... l'heure n'est pas à croire sur parole les engagements chinois, sauf à être d'une naïveté sans borne.

Pour l'Alliance CFE UNSA Énergies, ce n'est qu'en développant une vision stratégique de long terme reposant sur la souveraineté, la protection du patrimoine et la politique industrielle que l'UE défendra réellement ses intérêts, sans compromis sur ses valeurs humanistes et sans non plus devenir le laboratoire occidental de la sino-mondialisation.

Parce que cet accord offre à la Chine un accès au marché européen de l'énergie et la possibilité d'y investir dans les énergies renouvelables, l'Alliance CFE UNSA Énergies s'inquiète de voir le secteur



énergétique européen devenir le terrain de chasse d'une Chine prédatrice, mobilisant sa puissance financière pour prendre des positions clefs en Europe, notamment via l'acquisition de sociétés ciblées pour leur savoir-faire technologique dans l'énergie. Pour l'Alliance CFE UNSA Énergies, il est hors de question que les salariés des filières industrielles européennes de l'énergie finissent par être les dindons de la farce face à une puissance chinoise que la Commission européenne présentait pourtant en 2019 comme une « rivale systémique ».

Au moment où le Président de la République vante les mérites de la souveraineté nationale et de l'autonomie stratégique d'une Europe qui ne se réduirait plus à un marché intérieur, l'Alliance CFE UNSA Énergies considère que le secteur énergétique européen est au cœur de l'autonomie stratégique de l'UE et de sa politique industrielle depuis que le Green Deal est présenté comme le cœur du projet européen.

Dès lors, parce qu'elles bénéficient d'une multitude de mesures de soutien public, les énergies renouvelables (EnR) européennes doivent, comme les infrastructures de réseaux, être le théâtre d'une forme de patriotisme économique et technologique européen. L'European Buy Act défendu par certains lors des dernières élections européennes, devrait être ainsi le moteur du Green Deal et de la stratégie énergétique de l'Europe. Ne



serait-ce que pour éviter que ce Green Deal serve de cheval de Troie à l'industrie chinoise par le biais des importations d'équipements et de technologies comme des investissements venus de l'empire du Milieu, sans aucun effet positif sur l'emploi industriel des salariés européens.

Cette prudence et ce patriotisme doivent concerner tout autant l'industrie nucléaire, industrie de souveraineté par nature et qui est essentielle à la souveraineté énergétique bas carbone de l'Europe au regard de la dépendance minérale associée aux EnR. C'est d'autant plus important que les Chinois souhaitent imposer en Europe leur technologie et leur ingénierie, à l'instar du réacteur Hualong One qui devient le fer de lance de la puissance nucléaire chinoise mais que les Britanniques rechignent à accepter. Nul doute que les dirigeants européens gagneraient à s'inspirer de cette vigilance britannique pour défendre au mieux les intérêts européens.

Cette vigilance, l'Alliance CFE UNSA Énergies demande au Gouvernement comme aux députés européens de l'avoir lors du processus de ratification de cet accord UE – Chine.